

**DÉCISION DE NON OPPOSITION DE DÉCLARATION PRÉALABLE MAISON  
INDIVIDUELLE**

Délivré par le maire au nom de la commune

Arrêté Municipal n°2023-URBA-048

Du 13 février 2023

Nomenclature ACTES 2.2

 D P 0 5 4 0 9 9 2 3 0 0 0 6	 1 1 0 0 0 0 0 1 0 0 4 3
Dossier : <b>DP 054099 23 00006</b> Déposé le : 23/01/2023	<u>Demandeur</u> :
<u>Nature des travaux</u> : ITE 15CM, TON GRIS CLAIR, ENCADREMENT GRIS FONCÉ, CHANGEMENT TOITURE, TUILE ROUGE, AGRANDISSEMENT VELUX EXISTANT, CRÉATION D'UN DEUXIÈME VELUX, CHANGEMENT DE L'ENSEMBLE DES HUISSERIES DE BOIS À PVC BLANC DOUBLE VITRAGE	<b>MONSIEUR FENANE REDOUANE</b> <b>13 RUE GEORGE V</b> <b>MANCIEULLES</b> <b>54790 VAL DE BRIEY</b> <b>FRANCE</b>
<u>Adresse des travaux</u> : <b>0013 RUE GEORGE V</b> <b>- MANCIEULLES</b> <b>54790 VAL-DE-BRIEY</b>	
Références cadastrales: <b>342AB0349</b>	

**Le Maire de Val-de-Briey,**

**VU** la déclaration préalable présentée le 23 janvier 2023 par Monsieur Redouane FENANE, demeurant 13 Rue Georges V - Mancieulles à 54790 VAL DE BRIEY et enregistrée par la Mairie de VAL DE BRIEY, sous le numéro DP 054 099 23 00006, pour :

- une isolation thermique par l'extérieur de 15 cm ton gris clair et encadrement huisseries gris foncé, le changement de la toiture (tuiles rouges), l'agrandissement d'un velux existant, la création d'un velux et le changement de l'ensemble des huisseries de bois à PVC Blanc double vitrage,
- Sur un terrain situé 13 rue Georges V - Mancieulles à 54790 VAL DE BRIEY,
- Parcelle préfixe 342 section AB n°349 ;

**VU** le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles R.111-1 et suivants du Règlement National d'Urbanisme

**VU** le Code des Assurances, notamment son article L.242-1,

**VU** le code des relations entre le public et l'administration,

**VU** la carte de délimitation des zones de sismicité du territoire français du 22 octobre 2010 (décrets n° 2010-1254 et 2010-1255) en vigueur depuis le 1er mai 2011, et l'arrêté modifié du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »,

**VU** l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2013 approuvant la modification du Plan de Prévention des Risques Miniers du 08 janvier 2010 sur les Communes d'Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles, Sancy, Trieux et Tucquegnieux,

**VU** la carte d'exposition au retrait gonflement des argiles du Département de Meurthe-et-Moselle publiée par le BRGM en août 2019,

**VU** les délibérations du Conseil Municipal de MANCE en date du 03 octobre 2016, de MANCIEULLES en date du 25 novembre 2016 et de BRIEY en date du 28 novembre 2016 relative à la taxe d'aménagement,

**VU** la délibération du Conseil Départemental de Meurthe et Moselle relative à la taxe

d'aménagement,

**VU** l'avis conforme du Préfet rendu en application de l'article L 422-5 a) du code de l'urbanisme, favorable au titre du respect des articles L 111-3 et suivants du même code, en date du 07 février 2023,

**CONSIDERANT** que le terrain est situé en zone blanche du plan de prévention des risques miniers,

**CONSIDÉRANT** que le terrain est situé en zone d'aléa fort selon la cartographie d'exposition au retrait gonflement des sols argiles du Département de Meurthe-et-Moselle

**CONSIDERANT** que le terrain est situé en zone d'aléa très faible (zone 1) au regard du risque sismique

## DÉCIDE

### Article unique

La **DP 054099 23 00006** fait l'objet d'une **DÉCISION DE NON OPPOSITION** pour les travaux décrits dans la demande présentée.

Date d'affichage : - de l'avis de dépôt : 23/01/2023  - de la décision en mairie : 13/02/23  Date de transmission au Préfet ou à son délégué : 13/02/23	Fait à VAL-DE-BRIEY, le 13 février 2023  Le Maire délégué  André FORUNAT 
--	--

La présente décision est susceptible de donner lieu au versement des taxes d'aménagement et de la redevance d'archéologie préventive. Un avis de recouvrement vous sera transmis ultérieurement par les services fiscaux.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans le département dans les conditions prévues aux articles L 2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### **RAPPELS RÉGLEMENTAIRES :**

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux (le tribunal peut être saisi par la voie de l'application informatique 'Télérecours citoyens' accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

#### **Durée de validité de la décision :**

Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification mentionnée à l'article R. 424-10 où de la date à laquelle la décision tacite est intervenue. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Les dispositions du présent article sont applicables à la décision de non opposition à une déclaration préalable lorsque cette déclaration porte sur une opération comportant des travaux. Lorsque la déclaration porte sur un changement de destination ou sur une division de terrain, la décision devient caduque si ces opérations n'ont pas eu lieu dans le délai de trois ans à compter de la notification mentionnée à l'article R\*424-10 ou de la date à laquelle la décision tacite est intervenue.

Il en est de même lorsque la déclaration ne comporte pas de travaux et porte sur l'installation d'une caravane en application du d de l'article R\*421-23 ou sur la mise à disposition des campeurs de terrains ne nécessitant pas de permis d'aménager en application de l'article R\*421-19.

En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Le permis de construire, d'aménager ou de démolir ou la décision de non-opposition à une déclaration préalable peut être prorogé deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

#### **Le (ou les) bénéficiaire(s) de la décision peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

#### **Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a en aucun cas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droits privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

#### **Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation :**

Le bénéficiaire a l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.

#### **Achèvement des travaux de construction ou d'aménagement**

A l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement, vous devez adresser en Mairie une déclaration attestant cet achèvement et la conformité des travaux au permis délivré ou à la déclaration préalable (art L 462.1 du Code de l'Urbanisme).

Lorsque les travaux ne sont pas conformes au permis délivré ou à la déclaration préalable, l'autorité compétente peut mettre en demeure le maître de l'ouvrage de déposer un dossier modificatif ou de mettre les travaux en conformité (art L 462-2 du Code de l'Urbanisme).

Cette mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. Elle peut être envoyée par courrier électronique dans les cas prévus à l'article R 423.48. Elle rappelle les sanctions encourues (art R 462.9 dernier alinéa).

